

Service Santé et Protection Animale et de l'Environnement
190 avenue du Père Soulas
CS 87377 Cedex 4
34184 Montpellier

Montpellier, le 31/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Parc Zoologique du LUNARET

50 avenue Agropolis
34000 Montpellier

Références : DDPP 34 2024 00071
Code AIOT : 0053400922

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2023 dans l'établissement Parc Zoologique du LUNARET implanté 50 avenue Agropolis 34000 Montpellier. L'inspection a été annoncée le 09/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection de re-contrôle réalisée le 06/07/2023 au sein du Parc Zoologique de Montpellier implanté 50 avenue Agropolis - 34000 MONTPELLIER dans le cadre de la mise en demeure établie en 2021 faisant état de plusieurs points de non-conformités.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Parc Zoologique du LUNARET
- 50 avenue Agropolis 34000 Montpellier
- Code AIOT : 0053400922
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La municipalité de Montpellier est autorisée à exploiter le Parc Zoologique de Lunaret régit par l'arrêté préfectoral n°2005-1-1733 du 18/07/2005 pour la présentation au public de spécimens vivants de la faune locale ou étrangère.

La visite d'inspection était basée sur les infrastructures d'hébergement des animaux avec les travaux d'amélioration effectués, la mise en sécurité du site au travers de la reprise des clôtures et

des portails, les responsabilités du personnel travaillant sur site.

Depuis l'inspection de 2021, des échanges réguliers et des contrôles sur site ont eu lieu permettant ainsi une ré-ouverture partielle des allées du parcours visiteurs dans un premier temps, puis totalement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	De l'organisation générale des établissements.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 5	Sans objet
8	Des conduites d'élevage des animaux.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 12	Sans objet
10	Des conduites d'élevage des animaux.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 20	Sans objet
12	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 29	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	De l'organisation générale des établissements.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 3	Sans objet
2	De l'organisation générale des établissements.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 4	Sans objet
4	De la prévention des accidents.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 6	Sans objet
5	De la prévention des accidents.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 7	Sans objet
6	De la prévention des accidents.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 8	Sans objet
7	De la prévention des accidents.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 9	Sans objet
9	Des conduites d'élevage des animaux.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 15	Sans objet
11	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 28	Sans objet
13	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 31	Sans objet
14	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 32	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
15	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 35	Sans objet
16	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 36	Sans objet
17	De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 44	Sans objet
18	De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 48	Sans objet
19	De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 50	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les nombreux travaux ont été engagés par les équipes du Parc Zoologique pour pallier aux différentes non-conformités relevées lors de l'inspection de 2021 notamment sur le volet sécuritaire (reprise des clôtures et des portails, déplacement et changement des enclos, diminution de la collection animale), sur le volet bien-être animal en offrant et en améliorant les conditions de détention (enclos des rhinocéros, enclos et bâtiment des casoars, enclos des loups par exemple), en limitant les rejets dans l'environnement (mise en place de fosse étanche et raccordement pour différents bâtiments). Ces travaux s'inscrivent dans un projet global sur le long terme de refonte du parc et de diminution du périmètre ICPE. Des points d'améliorations seront également étudiés (giraferie, cabanes en bois...).

Des pièces justificatives sont attendues et font l'objet d'un délai de transmission.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : De l'organisation générale des établissements.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 3
Thème(s) : Élevage – présentation au public
Prescription contrôlée : L'effectif du personnel des établissements est en permanence suffisant pour permettre la mise en œuvre des dispositions du présent arrêté. Le personnel doit disposer d'une formation ou d'une expérience suffisantes à la mise en œuvre des tâches qui lui sont confiées. Les missions, le niveau de responsabilité de chacun des personnels impliqués dans la mise en œuvre du présent arrêté ainsi que leurs relations fonctionnelles et hiérarchiques respectives sont précisément définis par les responsables des établissements. Les établissements s'attachent les services de toutes personnes ou organisations extérieures dont le concours est nécessaire au respect en permanence des dispositions fixées par le présent arrêté.
Constats :

Le personnel travaillant au contact des animaux est recruté sur la base du diplôme de soigneur animalier. Des formations en interne (sur les procédures de travail et de sécurité, validation des acquis, tir d'abattage) sont organisées et dispensées en interne. Ce parcours de formation et d'acquisition d'expérience sont formalisés par des procédures de travail et de sécurité dont des contrôles sont effectués annuellement par les responsables.

La collection animale présente au sein du parc ayant diminuée le nombre de soigneurs travaillant sur site est suffisant. Une réorganisation des équipes (rotation et tournée de 6 soigneurs plus un chef d'équipe) et un nouveau planning sont en phase de test depuis janvier 2023 permettant ainsi de nouvelles plages horaires (7h - 14h et 11h45 - 17h) et limitant ainsi les sous-effectifs lors des vacances scolaires.

Cette nouvelle organisation a également permis de développer le médical-training et d'entreprendre un travail avec un bureau d'études via une application concernant le suivi du bien-être animal.

Depuis l'inspection de 2021 et suite aux départs successifs des deux directeurs capacitaires en 2022, les responsabilités ont sein du parc ont changé :

- Madame Marine BACONNAIS est arrivée en février 2023 et a été nommée comme directrice de l'établissement ;

- Monsieur Baptiste CHENET déjà en poste en tant que vétérinaire permanent et responsable du service animalier a été désigné en tant que chef du service animalier et capacitaire officiel de l'établissement suite à l'obtention de son certificat de capacité le 21/04/2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : De l'organisation générale des établissements.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 4

Thème(s) : Élevage – présentation au public

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des responsabilités exercées par les autres personnels, les titulaires du certificat de capacité prévu à l'article L. 413-2 du code de l'environnement exercent une surveillance permanente de l'établissement dans lequel ils sont affectés aux fins de mettre en œuvre et contrôler les dispositions prises en application de l'article L. 413-3 du code de l'environnement. Cette surveillance requiert l'occupation du poste à temps complet au sein de l'établissement, les absences des titulaires de certificat de capacité devant être limitées aux périodes légales de repos et de congé, aux périodes nécessaires à leur formation ainsi qu'aux déplacements à caractère professionnel. Les titulaires du certificat de capacité doivent posséder un pouvoir de décision et un degré d'autonomie suffisants pour leur permettre d'assurer leurs missions.

Constats :

Suite aux départs successifs des deux directeurs capacitaires du parc en juin et septembre 2022 et en l'absence d'un capacitaire à temps complet pour l'activité de présentation au public en charge de l'entretien des espèces présentes dans la collection animale de l'établissement, un arrêté préfectoral de mise en demeure pour manquement majeur et non respect de l'article 4 de l'arrêté du 25/03/2004 a été pris avec une échéance fixée au 31/12/2022 pour désigner un capacitaire.

Fin 2022, Monsieur Baptiste CHENET a déposé un dossier de demande de certificat de capacité pour l'entretien d'espèces non domestiques au sein d'un établissement fixe de présentation au public.

A la suite de l'avis favorable octroyé par la CNCFSC du 15/03/2023, Monsieur CHENET a obtenu le certificat de capacité pour l'ensemble des espèces demandées et présentes dans la collection animale du parc zoologique (AP n°23-XIX-088) le 21/04/2023.

Un courrier officiel du 07/06/2023 le désignant comme capacitaire de l'établissement a été rédigé par Madame Marine BACONNAIS en tant que directrice du parc zoologique.

L'ensemble de ces éléments ont permis de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure pour

absence de capacitaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : De l'organisation générale des établissements.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 5

Thème(s) : Élevage – présentation au public

Prescription contrôlée :

L'exploitant élabore et fait respecter un règlement intérieur et un règlement de service dont les caractéristiques figurent en annexe 1 au présent arrêté.

Constats :

Suite à notre dernière visite et dans le cadre de la réorganisation des ressources humaines, une actualisation et une mise à jour du règlement de service devait être faite fin 2023.
Le règlement intérieur dont la dernière version date du 02/10/2013 doit également être revu afin de prendre en compte cette réorganisation.

Observations :

Les différents règlements actualisés devront être transmis et devront également être portés à la connaissance du personnel et du public par affichage pour le règlement intérieur. Pour le règlement de service, celui-ci devra être remis à chacun des personnels concernés et devra être affiché dans les locaux réservés.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Délai proposé : 30 jours

N° 4 : De la prévention des accidents.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 6

Thème(s) : Élevage – présentation au public

Prescription contrôlée :

Pour les établissements relevant de la rubrique 2140 de la nomenclature des installations classées, l'étude d'impact et l'étude des dangers prévues à l'article R. 512-6 du code de l'environnement doivent inclure une analyse portant sur les risques pour la sécurité et la santé des personnes (personnels et visiteurs) du fait, notamment, des animaux d'espèces considérées comme dangereuses et des activités qui s'y rapportent.

Constats :

Dans le cadre du projet Grand Parc de Lunaret, il est envisagé une diminution de l'emprise du parc zoologique à 33 hectares et donc de l'enceinte ICPE avec un redécoupage en plusieurs zones (plaine désertique, milieu méditerranéen, évolution...), en lien avec le service pédagogique. De plus, il n'est pas prévu que la Serre Amazonienne soit inclus dans l'enceinte ICPE du parc dans le cadre de ce projet.
Les différents aspects sont travaillés entre les programmistes et les acteurs locaux en charge de la gestion du parc.
Le plan de collection sera donc travaillé en conséquence.
Dans ce cadre et courant 2024, l'étude d'impact et l'étude des dangers seront revues et un porter à connaissance sera déposé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : De la prévention des accidents.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 7
Thème(s) : Élevage – présentation au public
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan de secours dont les caractéristiques figurent en annexe 1 au présent arrêté.
Constats : Le site dispose d'un PC sécurité ainsi que du personnel ayant été formé aux premiers secours (imposé par la réglementation des ERP). Le parc dispose d'un Plan d'Opération Interne (POI) évacuation de 2017 et qui est, depuis, utilisé et qui a été transmis au service d'inspection. Une 4ème version tenant compte de l'état actuel du parc sera retravaillé courant 2024. Dans le cadre du projet du nouveau parc zoologique et de la 3ème tranche de la restructuration des bâtiments administratifs et techniques, un nouveau PC sécurité va être créé.
Type de suites proposées : Sans suite
Observations : Le POI actualisé devra être transmis au service d'inspection.

N° 6 : De la prévention des accidents.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 8
Thème(s) : Élevage – présentation au public
Prescription contrôlée : Dans les conditions normales de visite, le public est tenu à distance suffisante de tout lieu et de toute activité pouvant présenter un risque pour sa santé et sa sécurité. Dans les lieux où le public a accès et où existeraient des risques pour sa sécurité en raison du non-respect des règles, des consignes de sécurité sont présentées de façon claire, compréhensive et répétitive. Sauf lors de visites accompagnées organisées par les responsables des établissements, la pénétration du public est interdite dans les bâtiments, locaux et allées de service, les lieux où sont stockés le matériel, la nourriture, les déchets et les déjections animales.
Constats : Public tenu à distance : • Balisage : Le balisage le long du parcours visiteur est matérialisé à l'aide de ganivelles s'appuyant sur des plots en béton délimitant ainsi l'accès du public aux différents enclos. • Points d'observation des animaux : Les espaces entre les lames de bois non jointes sur le point de vision des loups ibériques ont été réparés. Au niveau du point de vision bas des rhinocéros (identifié 36b), le poteau plié était dégradé. Celui-ci a été soudé et les rondins de bois du garde-corps ont été re-fixés après vérification. L'accès aux différents points de vision (vitrés et surmontés d'un muret) au niveau des enclos des casoars a été délimité et balisé à l'aide de ganivelles Les clôtures de certaines espèces (onagres, élands du Cap, casoars) ont été doublées voir changées intégralement (cf article 32). Le départ de certains ongulés à cornes ont permis de vider l'enclos de la plaine Africaine pour lequel le parcours visiteur avait été restreint suite à une défaillance des clôtures et un risque d'évasion important. Consignes de sécurité affichées :

Le parc dispose, à plusieurs endroits du parcours de plans d'évacuation indiquant les zones accessibles ou non aux visiteurs. Ce plan légendé précise à la fois l'interdiction de donner de la nourriture aux animaux et celle de fumer, le risque de chutes de branches en cas d'intempéries, le numéro d'urgence du parc en cas d'alerte et les différentes issues de secours.

En plus d'une signalétique visuelle (affichage accès interdit au public), le parc dispose de moyens sonores pour prévenir le public.

Le parc dispose également d'un règlement intérieur qui est affiché.

Accès aux enclos et locaux interdits :

Les portails séparant les parcours visiteurs et les accès soigneurs à certains enclos ont été changés, car ils ne permettaient pas de garantir l'étanchéité et la non accessibilité par le public aux enclos des animaux (seuil trop haut, absence de verrous intérieurs).

La conception est basée sur le même type de portail à savoir une longueur de 4,20 m sur longrine garantissant une faible hauteur sous portail (10 cm environ) avec la possibilité de les fermer de l'intérieur et de l'extérieur.

Le portail initial (de petite taille) d'accès au sas des rhinocéros depuis le chemin (côté bas de l'enclos) a été remplacé par le même type de portail que décrit ci-dessus. Un balisage en ganivelles et panneaux rigides entre le chemin visiteur et le portail a été apposé et complété par une réfection du revêtement d'accès.

Depuis notre dernière visite sur site (06/02/2023), le portail donnant accès aux enclos des casoars a été installé et balisé à l'aide de ganivelles.

Des panneaux d'interdiction ont été posés sur les portails.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : De la prévention des accidents.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 9

Thème(s) : Élevage – présentation au public

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient informé le préfet du département des accidents et des situations impliquant des animaux portant ou susceptibles de porter préjudice à la sécurité ou à la santé des personnes, telles les blessures infligées aux personnes ou les évasions d'animaux.

Constats :

Présence d'un registre des incidents-accidents liés aux animaux. Ce document retrace les différents événements (accident du travail, évasion, intrusion, accident visiteur) et les mesures mises en place ainsi que les documents en lien.

Ce registre est tenu à jour et transmis à nos services.

Voici les derniers événements inscrits :

- 23/07/2021 : accident du travail : lors d'une contention, l'un des caïmans à lunettes a attrapé le doigt du soigneur.

Mesures prises : - premiers soins et transfert de la victime vers les urgences de la main,

- rappel des règles de capture pour l'espèce et départ envisagé de l'espèce.

- 18/09/2021 : évasion d'un marabout qui a réussi à sortir de son enclos pour se rendre vers celui de l'ours.

Mesures prises : - déclenchement du POI,

- récupération de l'animal et travail sur le déplacement de l'espèce vers un autre enclos avec sécurisation.

- 19/12/2022 : évasion d'un groupe d'Ibis adultes lors de la remise en volière suite à la vaccination influenza. Le groupe d'animaux s'est réfugié sur le filet probablement fragilisé et a pu sortir.

Mesures prises : - déclenchement du POI,

- déclarations faites à la DDPP ainsi qu'à l'OFB et IFAP,

- mise en place de pièges avec appâts pour tenter de récupérer les animaux,

- vérification de la volière qui a permis d'identifier plusieurs points de faiblesse qui ont été solidifiés par la suite. Une réflexion sur le changement de filet a été envisagée pour passer sur du filet inox.

- 28/12/2022 : intrusion d'un visiteur qui s'est retrouvé dans le pré-enclos des gazelles dama. L'individu s'est emparé du véhicule du soigneur et a détruit plusieurs portails sur son passage.

Mesures prises : - déclaration à la DDPP,

- mise en sécurité de tous les portails et fermeture du site au public pour une durée de 48 heures le temps d'effectuer les réparations nécessaires.

- 13/05/2023 : accident du travail : lors du nourrissage du tatou avec des boulettes de bouillie, celui-ci a mordu le doigt d'une soigneuse.

Mesures prises : - nettoyage-désinfection de la plaie,

- soins aux urgences et rappels sur les règles de désinfection et sur les procédures de travail.

- 16/10/2023 : accident du travail : lors de la vaccination contre l'influenza aviaire et les prises de sang, une femelle Ara a mordu l'extrémité du doigt de la vétérinaire.

Mesures prises : - nettoyage-désinfection de la plaie,

- soins aux urgences et rappels sur les règles de désinfection et sur les procédures de travail.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Des conduites d'élevage des animaux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 12

Thème(s) : Élevage – présentation au public

Prescription contrôlée :

Le bien-être des animaux et la prévention des anomalies comportementales sont notamment assurés par une amélioration pertinente des conditions d'élevage, adaptée aux besoins biologiques de chaque espèce. Cette amélioration doit notamment porter, selon les espèces, sur :- les installations ou l'espace offert aux animaux et leurs aménagements ;- les protocoles d'élevage et les rythmes des activités portant sur l'entretien des animaux ;- la composition des troupeaux et la cohabitation interspécifique.

Constats :

De nombreux travaux d'améliorations des enclos ont été constatés :

Les loups ibériques qui étaient précédemment hébergés dans un enclos inadapté car sous-dimensionné provoquant ainsi des comportements de stéréotypie (prostration, parcours en huit) ont été changés d'enclos en basculant dans l'ancien enclos des lycaons (cf rapport d'inspection du 05/01/2022 dans le cadre du Plan National d'action pour le loup).

Ce changement a permis l'amélioration des conditions d'hébergement : augmentation de la surface disponible, végétalisation, point d'eau, présence de rochers et de troncs d'arbres permettant aux animaux de se cacher. Ces modifications ont permis d'observer une nette différence sur leurs comportements.

Le nouvel enclos a également permis d'améliorer les conditions sécuritaires (clôture grillagée d'une hauteur suffisante fixée au sol via des longrines et surmontée d'un retour grillagé à 40°C sur le pourtour de l'enclos) et d'interventions des soigneurs (SAS d'isolement, local plus grand).

Pour les addax et le kobe un apport de substrats, un épierrage généralisé de l'enclos et le curage du fossé ont été réalisés.

Pour les girafes, un permis de construire a été accordé pour l'installation d'une ombrière (toile tendue).

Un projet général de rénovation complète a été budgétisé du fait de problèmes de déperdition thermique et d'un intervalle de température trop important pour l'espèce (trop froid l'hiver et trop chaud l'été).

Pour les casoars, les enclos ont été totalement revus avec la possibilité d'avoir accès à 3 enclos avec mise en relation (enclos du milieu réservé à la femelle et les deux mâles de part et d'autre). Un des enclos dispose d'un filet anti-intrusion qui est relié à deux poteaux scellés avec du béton qui pourra être actionné et utilisé lors des programmes de reproduction.

Les enclos seront également arborés avec l'installation de fruitiers et la création d'une ou plusieurs bauges (projet).

Un projet d'installation de brumisateurs est également à l'étude.

Pour les rhinocéros, la surface de l'enclos a été augmentée en retravaillant et en reprenant les pentes d'accès au fossé et en créant des fosses pour la végétalisation. Des jardinières ont été créées afin d'offrir de l'ombrage aux animaux, celles-ci doivent être sécurisées et finalisées. Différents substrats ont été apportés permettant d'offrir une variété aux animaux hébergés.

Le long du bâtiment, une buse a été installée permettant de créer un système de brumisateur.

La conception du bâtiment rend difficile la séparation des animaux notamment lors de la naissance des petits (mortalité du 24/11/2022). Un travail en interne est envisagé et mené afin de mettre en place un système de séparation barrodé tout en conservant le contact entre les animaux. De plus une séparation des enclos avec l'installation de deux ouvertures est envisagée afin de pouvoir dédier une partie pour l'isolement des animaux (Cf audit du bureau d'étude AKONGO sur la difficulté de la gestion de la reproduction de part la conception du bâtiment).

Du fait d'une nouvelle organisation au sein de l'équipe animalière, le medical-training a pu être développé. Un travail sur le suivi du bien-être animal est en cours avec l'aide d'un bureau d'études via une application.

Laurie VIROLLE vétérinaire et responsable adjointe du service animalier a été désignée comme référente sur le bien-être animal.

Dans le cadre du projet de refonte, une étude de fond sur l'aménagement des enclos et des différentes zones est prévue (création de méta-enclos avec des cohabitations interspécifique).

Observations :

Des justificatifs relatifs aux différents axes d'améliorations envisagés doivent être transmis :

- preuve de dépôt et validation du permis de construire pour l'ombrière des girafes ;
- rétroplanning sur les travaux restants et sur le budget dédié à la rénovation complète du bâtiment ;
- compte-rendu de l'audit du bureau d'étude AKONGO sur la conception du bâtiment des rhinocéros.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Délai proposé : 30 jours

N° 9 : Des conduites d'élevage des animaux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 15

Thème(s) : Élevage – présentation au public

Prescription contrôlée :

Les soins apportés aux animaux sont effectués en réduisant les sources de stress, d'inconfort et les

<p>risques de blessure. Toute intervention ou perturbation inutile doit être proscrite. Il est interdit d'exciter les animaux, en présence ou non du public. Il est interdit au personnel de fumer lorsqu'il travaille à proximité des animaux ou lorsqu'il prépare leur nourriture. Lorsqu'elles sont utilisées, les méthodes d'apprentissage des animaux ne doivent pas nuire à leur bien-être ni à la sécurité des personnes. Les animaux dont l'imprégnation par l'homme est susceptible de provoquer des dangers pour la sécurité des personnes ou pour d'autres animaux font l'objet d'une surveillance régulière et de précautions adaptées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les soins apportés aux animaux sont effectués en réduisant les sources de stress. Un planning de soins est affiché permettant le suivi zootechnique par les soigneurs et les vétérinaires. Le medical-training a été renforcé par les équipes. La configuration des cabanes avec l'absence de couloir rendant ainsi la contention et le protocole de soins compliqués pour les soigneurs persistent. Une réflexion sur l'aménagement des cabanes dans le cadre du projet de refonte sera effectuée.</p>
<p>Observations :</p> <p>Les éléments de réflexion sur les futurs aménagements seront à transmettre à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Des conduites d'élevage des animaux.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 20</p>
<p>Thème(s) : Élevage – présentation au public</p>
<p>Prescription contrôlée : Les établissements disposent de locaux réservés au stockage des aliments et à la préparation de la nourriture.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement dispose d'un local dédié au stockage des aliments et à la préparation de la nourriture. Les caractéristiques de ce local ont été décrites dans l'inspection de 2021 et faisait état :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un couloir au passage exigü provoquant un circuit croisé entre les produits carnés et les autres aliments ; - du non-respect du principe de marche en avant ; - d'un encombrement des murs de la cuisine ne permettant pas d'assurer un bon nettoyage-désinfection ; - de la présence de résidus dans la zone de lavage extérieure. <p>Le projet d'une nouvelle cuisine animalière est prévue et les plans ont été actés. Le permis de construire a été déposé récemment. Les travaux devraient débuter courant de l'année 2024 sur le budget de la zone technique 3(ZT3).</p>
<p>Observations :</p> <p>Les documents suivants devront être transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la preuve de dépôt du permis de construire concernant la nouvelle cuisine ; - rétroplanning concernant les travaux avec les diverses échéances
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Délai proposé : 30 jours</p>

N° 11 : Des installations d'hébergement et de présentation au public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 28
Thème(s) : Élevage – présentation au public
Prescription contrôlée : Un espace suffisant sépare le public des animaux dans les cas où l'accès du public aux limites de l'enclos ou des cages est susceptible de perturber les animaux.
Constats : La conception des enclos permet aux animaux de se soustraire du public en cas de besoin. Dans les nouveaux enclos dédiés aux casoars, l'un deux n'est pas visible du public ni accessible permettant ainsi l'isolement des animaux. La végétalisation des enclos permet également d'offrir un moyen de dissimulation aux animaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Des installations d'hébergement et de présentation au public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 29
Thème(s) : Élevage – présentation au public
Prescription contrôlée : La température, l'hygrométrie, la quantité et la qualité de l'éclairage et les autres paramètres physico-chimiques des milieux où sont hébergés les animaux sont compris dans des limites adaptées aux exigences de l'espèce. Les paramètres précités sont régulièrement contrôlés et corrigés dans les meilleurs délais. Les animaux tenus dans des enclos extérieurs ont accès à des abris ou à des locaux leur permettant de se soustraire aux effets du climat négatifs pour leur espèce.
Constats : Des travaux d'améliorations sur certains locaux et enclos d'hébergement présentant des défaillances ont été effectués ou sont en cours : - bâtiment des lions : Ajout de fenêtres avec persienne dans chaque loge et mise en sécurité à l'aide de barrière adaptée. Un travail de modification sur la ventilation et l'apport de lumière est également en cours. Un relevé des paramètres sera également prévu afin de voir les améliorations. - enclos des rhinocéros : Une buse avec un effet arrosage a été placée le long du bâtiment afin de permettre une brumisation des animaux. - bâtiment des girafes : Une ombrière simple de type toile tendue d'une hauteur de 6 m va être placée. - bâtiment des gazelles dama : Le bâtiment a été rénové avec l'installation d'une isolation extérieure. - bâtiment - enclos des casoars : Cet enclos a complètement été repris et repensé. Les portes d'accès au bâtiment ont également été changées. Des travaux plus conséquents sont nécessaires et seront réalisés dans le cadre du projet de refonte du parc : La giragerie présente de nombreuses non-conformités du fait d'une mauvaise conception et ne

permet pas de garantir des paramètres thermiques adaptés (intervalle température trop important pour l'espèce : trop froid l'hiver et trop chaud l'été, déperdition thermique trop importante). Une reprise thermique du bâtiment avec rénovation (ouverture plus grande, réduction de la hauteur) est prévue et a été budgétisée mais cela nécessite également de déplacer les animaux dans un enclos adapté ou de faire partir les animaux du parc le temps des travaux. Les cabanes en bois utilisées pour l'hébergement des autres espèces n'ont pas toutes été reprises et leurs rénovations s'inscrivent dans le projet global et sont donc en attente de phasage.

Observations :

Les travaux en cours ou les projets sur le plus long terme doivent être accompagnés des justificatifs nécessaires :

- avancées sur les travaux de modifications du système de ventilation et de l'apport de lumière du bâtiment des lions ;
- avancées sur les travaux de l'ombrière et des éléments relatif au budget alloué aux travaux de rénovation du bâtiment des girafes ;
- avancée sur le phasage de la reprise définitive des cabanes

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Délai proposé : 30 jours

N° 13 : Des installations d'hébergement et de présentation au public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 31

Thème(s) : Élevage – présentation au public

Prescription contrôlée :

Les animaux ne doivent pas pouvoir franchir l'enceinte de leur enclos.

Constats :

L'ensemble des travaux engagés et effectués (reprise des clôtures, portails, réaménagement des enclos) par les équipes animalières et techniques pour pallier à la défaillance structurelle et conceptuelle ayant causé la restriction du parcours visiteurs ont permis d'améliorer considérablement les conditions sécuritaires.

D'après le registre des accidents-incidents, le nombre d'évasions a diminué comparé à avant 2021.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Des installations d'hébergement et de présentation au public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 32

Thème(s) : Élevage – présentation au public

Prescription contrôlée :

Les animaux ne doivent pas pouvoir détériorer les clôtures et les autres dispositifs de séparation auxquels ils ont accès. Les montants des clôtures sont solidement implantés au sol. Les grillages sont solidement fixés. Les caractéristiques des mailles de ces grillages ainsi que celles des matériaux les composant sont adaptées aux espèces hébergées et empêchent les déformations du fait des animaux pouvant amoindrir l'efficacité des clôtures et des autres dispositifs de séparation. L'intégrité des clôtures doit pouvoir être vérifiée en permanence. Lorsqu'elles sont endommagées, les clôtures et les barrières doivent pouvoir être rapidement réparées à moins que les établissements disposent d'un autre lieu d'hébergement pour les animaux concernés. Les parois transparentes permettant au public d'observer les animaux sont suffisamment résistantes pour ne pas être détériorées par le public ou par d'éventuelles attaques des animaux.

Constats :

Accès au SAS technique :

L'accès aux enclos des animaux se fait via l'accès technique utilisé par les soigneurs.
Les différents portails d'accès ont été changés selon les caractéristiques reprises à l'article 8.

Le grillage donnant accès au SAS technique des soigneurs pour les loups ibériques a été repris et changé suite à l'affaissement d'une partie de celui-ci.

La légère altération relevée lors de l'inspection loup entre le seuil du sas soigneur et la porte d'accès a été corrigée puisque le seuil dispose bien d'une longrine.

La goupille de verrouillage au niveau du portail présent (non changé) dans le sas donnant accès à l'enclos des émeus présentait des traces d'oxydation, celle-ci a été reprise à l'aide de plusieurs points de soudure. De plus de nouveaux tendeurs ont été installés au niveau du grillage du portail.

Au niveau de l'enclos des rhinocéros, le dispositif constitué de larges poteaux espacés permettant aux soigneurs de se mettre en sécurité en cas de besoin (passage humain) a été changé.

Enclos :

Les loups ibériques ont été changés d'enclos en basculant dans l'ancien enclos des lycaons (cf rapport d'inspection du 05/01/2022 dans le cadre du Plan National d'action pour le loup). Cet enclos dispose d'une clôture grillagée en bon état d'une hauteur suffisante fixée au sol via des longrines. La clôture est surmontée d'un retour grillagé à 40°C sur le pourtour de l'enclos.
De plus le changement des conditions d'hébergement a permis d'observer une nette amélioration du comportement des animaux.

Les élands du Cap ont basculé dans l'ancien enclos hébergeant les dromadaires et les moutons. Le grillage d'une hauteur de 2m a été doublé et agrémenté par l'installation de tendeurs et d'un tube sur le bas de la clôture.

Concernant les onagres, la clôture a été doublée.

Les enclos hébergeant les casoars ont été complètement revus limitant ainsi le risque d'évasion particulièrement élevé lors de la précédente inspection.

Les animaux auront accès à 3 enclos avec la possibilité d'être mis en relation (enclos du milieu réservé à la femelle et les deux mâles de part et d'autre). Un des enclos dispose d'un filet anti-intrusion qui est relié à deux poteaux scellés avec du béton qui pourra être actionné et utilisé lors des programmes de reproduction.

Le grillage simple torsion utilisé repose sur des poteaux (avec jambes de force pour certains) et sur des longrines bétonnées avec des tubes en contre-bas. L'installation de 4 fils tendeurs vient renforcer la structure grillagée.

Les portails ont été changés et sont conçus sur la même base que les autres.

Le départ de certains ongulés à cornes ont permis de vider l'enclos de la plaine Africaine pour lequel le parcours visiteur avait été restreint suite à une défaillance des clôtures et un risque d'évasion important. Pour l'instant, il n'est pas prévu que des animaux y soient hébergés.

Concernant la fuite d'un groupe d'ibis adultes lors de la remise des animaux en volière suite à la vaccination influenza, le filet fragilisé a fait l'objet d'un contrôle et a permis d'identifier plusieurs points de faiblesse qui ont été solidifiés par la suite. Afin de pallier à ce type d'évènement, une réflexion sur le changement de filet a été envisagée.

Points d'observation :

Des travaux de réparation et de remise en état au niveau des points de vision des loups ibériques et des rhinocéros (point bas) ont été effectués (cf article 8).

Pour les loups ibériques, un doublage avec l'ajout de grillage ainsi qu'une clôture électrique viennent compléter les moyens de sécurité pour éviter que les animaux ne s'approchent trop.

Installation d'un point de vision à l'aide de parois vitrées au niveau des enclos des casoars dont l'accès est balisé par la mise en place de ganivelles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Des installations d'hébergement et de présentation au public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 35

Thème(s) : Élevage – présentation au public

Prescription contrôlée :

L'accès du personnel aux enclos et aux locaux hébergeant des animaux prévient l'évasion des animaux et assure la sécurité des personnes. En particulier, la pénétration du personnel à l'intérieur des enclos et des locaux en présence des animaux d'espèces considérées comme dangereuses ne peut être autorisée par les responsables des établissements que si, eu égard au degré de dangerosité des animaux, les risques encourus sont faibles et peuvent être prévenus immédiatement s'ils apparaissent.

Constats :

Présence de procédure de travail et de sécurité (affichage à proximité des enclos) en fonction des espèces. Les tournées des soigneurs sont adaptées en fonction des espèces. Des contrôles réguliers sont réalisés afin de voir si le personnel répond aux conditions de sécurité notamment pour les espèces dangereuses.

Une formation au tir d'abattage est effectuée une fois par trimestre (+ formation initiale) pour les encadrants : vétérinaires, chefs de secteurs et encadrants du service sécurité. Chaque jour, deux tireurs sont désignés et identifiés.

Un plan d'opération interne (POI) évasion d'un animal dangereux a été mis en place (3^{ème} version finalisée en 2017). Celui s'applique pour l'évasion d'un animal de son enclos dans l'enceinte du parc. C'est un outil opérationnel d'aide à la décision dont l'objectif est assurer la protection et la sécurité des personnes, des biens et de l'environnement au sein du parc zoologique. Ce POI est basé sur la neutralisation de l'animal et la sécurité du public. Il est révisé au minimum chaque 5 ans. Une quatrième version tenant compte de l'état actuel du Parc sera retravaillé en 2024.

Pour les espèces spécifiques et dangereuses comme les lions, guépards, rhinocéros, casoars, les locaux sont équipés de systèmes sonores et visuels, de SAS et de pré-SAS, de couloir de contention permettant d'identifier et de contenir le danger. Afin d'alerter rapidement du danger, les intervenants disposent de talkies-walkies.

Les portails d'accès au parcours soigneur ont été changés et le verrouillage intérieur est à présent possible.

Pour les autres espèces hébergées dans les cabanes et pour lesquelles aucun couloir de contention n'est prévu, le risque pour les soigneurs persiste. Cette problématique sera prise en charge lors de la refonte globale.

Observations :

Les éléments de réflexion sur l'intervention du personnel par rapport aux risques sécurité et évasion pour les espèces hébergées dans les cabanes seront à transmettre au service d'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Des installations d'hébergement et de présentation au public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 36
Thème(s) : Élevage – présentation au public
Prescription contrôlée : Le contact entre le public et les animaux présents dans leur enclos n'est possible qu'après qu'a été examiné et écarté tout risque pour la sécurité et la santé des personnes. A défaut, afin d'empêcher les contacts entre le public et les animaux, un espace de sécurité doit séparer les lieux où le public a accès des enceintes où sont hébergés les animaux, sauf si un dispositif continu de séparation prévient en permanence tout contact entre le public et les animaux.
Constats : Des améliorations sur l'aspect sécuritaire (balisage, clôtures, portails, maintenance des points de vue) ont été observées du fait de la ré-attribution et des ré-aménagements de certains SAS et enclos (casoars, loups ibériques, onagres, élands du Cap, rhinocéros) qui présentaient une défaillance ayant pour conséquences des évasions et une accessibilité du public. La collection animale a également été revue et certaines espèces ont quitté le parc. En cas d'évasions, le déclenchement du POI est effectif et permet la mise en place de mesures de sécurité et au besoin de restreindre le parcours visiteurs (barrières, balisage, messages sonores). L'ensemble des équipes est alors mobilisé. L'intrusion d'une personne au sein du parc le 28/12/2022 ayant conduit à des dégradations a obligé la direction à fermer pour quelques jours le temps d'effectuer les réparations et les remplacements nécessaires (portails) afin d'assurer l'étanchéité des zones visiteurs et animalières. Cet événement a été signalé le jour même au service d'inspection et a été formalisé et enregistré dans le registre d'incident-accident.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : De la surveillance sanitaire des animaux à la prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 44
Thème(s) : Élevage – présentation au public
Prescription contrôlée : Les locaux réservés aux soins des animaux doivent pouvoir être facilement nettoyés et désinfectés. Ils sont entretenus de manière à prévenir la transmission de maladies entre les animaux qui y sont admis. Les établissements disposent du matériel suffisant pour assurer les soins courants et les premiers soins d'urgence aux animaux. Ce matériel est maintenu en bon état d'entretien et stocké dans des lieux réservés à cet effet.
Constats : Le parc dispose d'une clinique vétérinaire et d'une zone de quarantaine dédiées avec le matériel suffisant pour assurer les soins dans de bonnes conditions et dont les caractéristiques ont été décrites lors de l'inspection de 2021. Présence d'une pharmacie dans une pièce prévue à cet effet et donc l'accès est limité aux seules personnes autorisées (fermée à clefs). Ces locaux récents issus de la construction de la zone technique 2 (ZT2) sont facilement nettoyables et désinfectables. La zone de soins est correctement rangée et entretenue.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : De la surveillance sanitaire des animaux à la prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 48
Thème(s) : Élevage – présentation au public
Prescription contrôlée : Toutes les eaux résiduaires issues des bâtiments d'élevage des animaux et de leurs annexes (cuisines, infirmerie,...) sont collectées par un réseau d'égout étanche et acheminées vers des installations d'assainissement.
Constats : Les cabanes en bois servant d'abris ne disposent pas de dispositifs permettant de récupérer les eaux usées. Les cuves d'assainissement des eaux usées qui présentaient des altérations du fait de défaut d'étanchéité et de rejets directs dans le milieu ont été reprises et changées pour les bâtiments des lions, rhinocéros, girafes, tapis et casoars. Les installations des cuves d'une dimension de 4.5m3 (PolyEthylène de marque COC Environnement) ont fait l'objet de raccordement aux réseaux existants, à la réfection de certains d'entre-eux.
Observations : L'absence de dispositifs permettant de récupérer les eaux usées dans les cabanes en bois sera prise en compte dans le cadre du projet de restructuration global des enclos. Les solutions ou les moyens envisagés devront être transmis au service d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : De la surveillance sanitaire des animaux à la prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 50
Thème(s) : Élevage – présentation au public
Prescription contrôlée : Les établissements doivent disposer d'installations et d'équipements permettant le nettoyage et la désinfection des véhicules et des cages servant au transport des animaux. Les eaux résiduaires de lavage sont collectées et acheminées vers des installations d'assainissement.
Constats : En zone technique, une signalétique a été ajoutée au niveau de l'aire de lavage dédiée au nettoyage des véhicules afin d'informer des bonnes conditions d'utilisation permettant ainsi de diriger correctement les eaux de nettoyage vers la fosse.
Type de suites proposées : Sans suite